



Stratégie 2022 - 2026



Table des matières

- _ Notre vision_3
- _ Notre mission_5
- _ Nos valeurs_6
- _ La problématique des addictions_9
- _ Les axes stratégiques_16
- _ Notre contribution_18
- _ Nos priorités 2022-2026_20
- _ Notre positionnement_22

____ Notre vision

Nous voulons une société

__consciente des problèmes liés à l'usage de substances psychoactives et des comportements pouvant engendrer une addiction et qui s'engage à les réduire.

__qui offre un cadre adéquat permettant à chaque individu de faire des choix éclairés et garantissant aux plus vulnérables soutien et protection.



Notre mission

Addiction Suisse est une fondation indépendante reconnue d'utilité publique dont le but est de prévenir ou de réduire les problèmes liés à la consommation de substances psychoactives et à d'autres comportements pouvant engendrer une addiction. Nous initiions et promouvons le débat sociétal à ce sujet. Nous développons et vulgarisons des connaissances scientifiques qui permettent de comprendre les problèmes, de les prévenir et d'y répondre adéquatement. Nous nous engageons en faveur de mesures et de politiques publiques efficaces et respectueuses des personnes concernées. Nous contribuons au développement de normes sociales protectrices et faisons la promotion de comportements favorables à la santé.

Nos valeurs

Innovation

Nous voulons être capables d'aborder les nouveaux besoins de façon appropriée et agir et réagir en conséquence avec curiosité, courage, compétence et passion. Cela doit assurer la pérennité de notre action et nous permettre de rester agiles et d'attirer les talents nécessaires.

Indépendance

Nous voulons que notre fondation soit indépendante vis-à-vis de l'État, des intérêts politiques et commerciaux de même que vis-à-vis de tous nos soutiens financiers. Cela doit nous permettre de rester factuels, de rendre nos positions légitimes et *in fine* d'augmenter notre capacité d'influence et notre impact.

Crédibilité

Nous voulons une crédibilité forte, basée sur notre indépendance, de façon à être écoutés, à peser sur le débat et à être soutenus financièrement.

Co-construction

Nous voulons travailler ensemble avec les personnes concernées dans un but commun, de sorte à créer une plus-value, économiser nos ressources et renforcer notre efficacité.

Inclusion

Nous évoluons dans une société plurielle et fondons notre action sur le respect et l'égalité des chances.

L'humain au centre

Nous acceptons les personnes telles qu'elles sont et essayons de répondre à leurs besoins, de façon à ce que notre action ait un impact maximum. La protection de la jeunesse et des personnes en situation de vulnérabilité et la réduction des risques sont au centre de notre action.



La problématique des addictions en Suisse

Un impact important

Un décès sur douze en 2020 est lié à l'alcool, un sur cinq chez les jeunes hommes de 15 à 24 ans ; 11 % des adultes de plus de 15 ans en consomment au quotidien et 16 % déclarent avoir été en situation d'ivresse ponctuelle au cours du dernier mois. Le tabac tue 9 500 personnes par année sur les quelque 2 millions de consommatrices et consommateurs de nicotine. 3 % des adultes souffrent de jeu excessif, soit 192 000 personnes. 1 à 4 % de la population de plus de 15 ans ont un usage problématique d'internet. Plus de 15 000 personnes sont en traitement pour une dépendance à l'héroïne et 120 personnes au moins meurent chaque année d'une overdose. 1-2 % des jeunes adultes consomment du cannabis quotidiennement. 100 000 enfants vivent avec un parent dépendant ou ayant une consommation problématique. Pour les personnes qui en souffrent, l'usage de substances psychoactives et les addictions génèrent l'exclusion sociale, la pauvreté, l'isolement.

Des coûts élevés

En 2017, les coûts sociaux des addictions étaient estimés à environ 7.7 milliards par année. Ceux-ci comprennent les coûts sanitaires (maladies, accidents ou blessures) mais aussi ceux liés aux pertes de productivité en raison de la détérioration de l'état de santé ou de l'absentéisme ou encore la problématique sécuritaire qui va de pair avec l'usage de substances psychoactives.

Un cadre légal souvent inapproprié et incohérent

Les législations qui encadrent les substances et les comportements addictifs sont issues de l'évolution historique et de considérations morales ou économiques plutôt que des connaissances scientifiques. La réglementation des substances ne tient en général pas compte de leur dangerosité. Les substances et comportements légaux bénéficient d'une grande liberté de promotion et de commercialisation alors que les substances illégales font face à un déni de réalité qui conduit à une politique basée presque exclusivement sur la répression et favorise le déploiement du marché noir. Le jeu législatif est faussé par l'interférence des industries qui usent de toute leur influence pour en atténuer l'impact sur leur chiffre d'affaires.

Des produits et des usages ou modes de consommation en constante mutation

Le champ des usages problématiques et des addictions ne cesse d'évoluer. Des substances connues sont proposées sous de nouvelles formes, les usagères et usagers combinent les produits, certains médicaments sont détournés de leur but initial, les jeux vidéo récréatifs recèlent des jeux d'argent qui ne disent pas leur nom. La notion d'addiction comportementale sous-entend une infinité de nouveaux comportements dont il faut évaluer le potentiel addictif. Les technologies modernes accélèrent le développement et la mise à disposition de nouvelles offres et de nouveaux produits pour la population sur les marchés légaux et illégaux.



Une société libérale qui peine à protéger la jeunesse

De nombreux acteurs, qu'ils soient légaux telles les industries du tabac, de l'alcool ou du jeu d'argent ou illégaux tels les réseaux de distribution des drogues, ont intérêt à augmenter le nombre de leurs client.e.s. Chaque nouvelle consommatrice ou nouveau consommateur représente pour eux la garantie d'un revenu conféré sur une longue période et remplace celles et ceux qui parviendraient à arrêter leur consommation ou en mourraient. Ce recrutement s'opère essentiellement parmi les jeunes, très exposés de par leur curiosité et leur envie d'expérimenter, mais aussi particulièrement vulnérables aux effets des substances. Les législations sont souvent trop laxistes et la mise en œuvre des dispositions légales de protection de la jeunesse est insuffisante.

Le difficile accompagnement des premières expérimentations

Les personnes ayant une fonction éducative se sentent souvent démunies lorsque les jeunes font leurs premières expériences avec les substances psychoactives. Les jeunes font face à des injonctions contradictoires, entre messages de prévention, pression sociale du groupe et marketing des produits. Un défi dans ce domaine est d'aider les jeunes et les adultes qui les entourent à repousser l'âge de la première consommation et à repérer précocement les usages problématiques afin de réduire les risques à court mais aussi à long terme.

Des interventions souvent morcelées et qui manquent de moyens

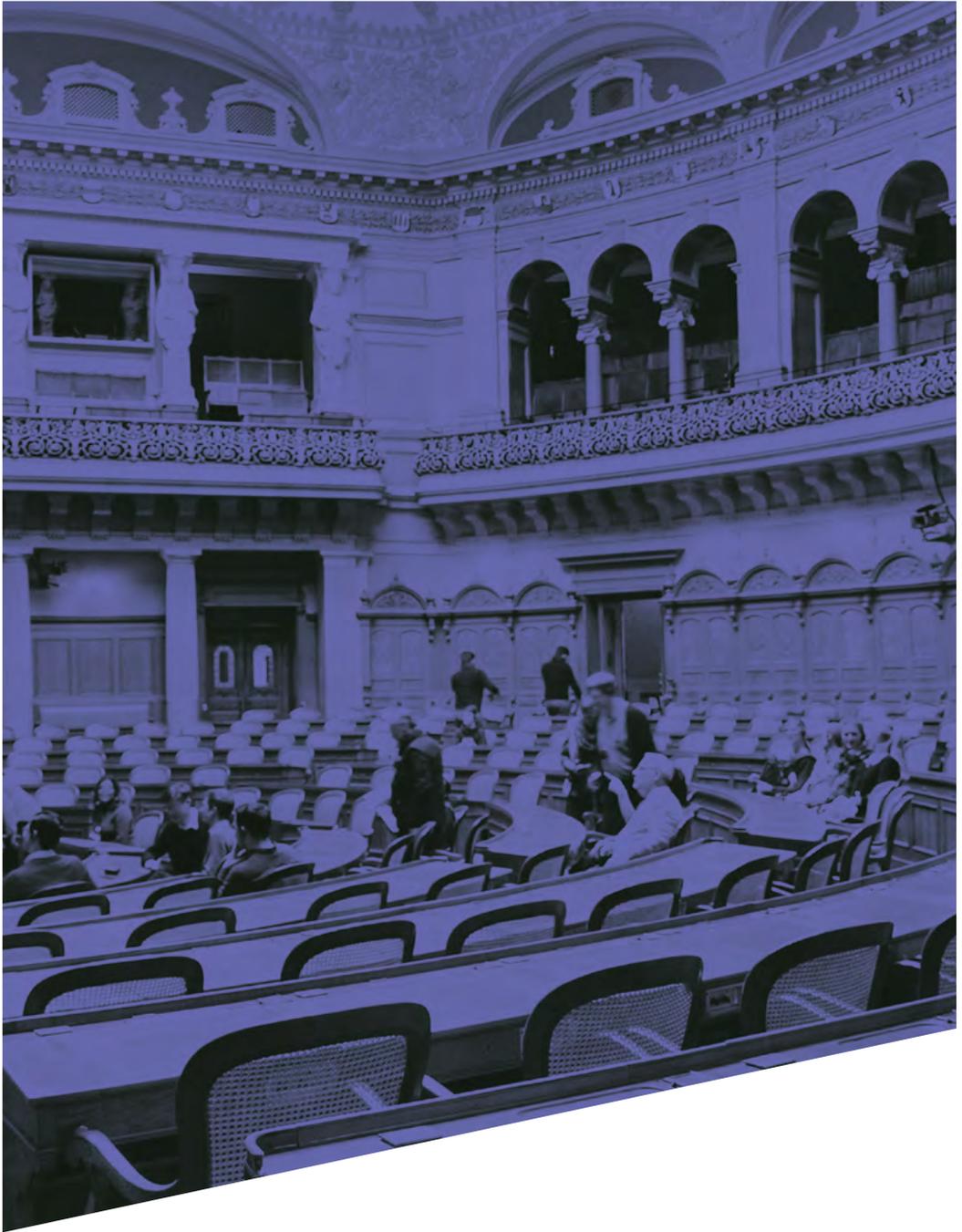
Le Parlement fédéral a renoncé à doter la Suisse d'une loi nationale sur la prévention en 2012. Du fait du fédéralisme, il existe des inégalités de traitement en lien avec le lieu de résidence des personnes concernées car la prévention est majoritairement une compétence cantonale, voire communale. Les bonnes pratiques sont peu échangées entre les acteurs et entre les régions linguistiques. Il est difficile d'ancrer le travail de prévention et de réduction des risques dans la durée car le financement se fait souvent dans une logique de projets difficiles à pérenniser. Le revenu des différentes taxes en lien avec les produits addictifs n'est que très partiellement reversé pour financer les interventions et la recherche scientifique dans ce domaine.

Des mesures et politiques qui ne sont pas basées sur les évidences

On manque encore souvent de connaissances sur la nature et l'origine des comportements et consommations, et sur leurs conséquences. L'impact des politiques publiques est lui aussi insuffisamment étudié. Cette situation implique que de nombreuses interventions de prévention et politiques publiques sont menées sans s'appuyer sur des bases scientifiques solides.

Une prise en charge insuffisante pour les personnes touchées

Les problèmes d'addiction touchent particulièrement les personnes les plus vulnérables, y inclus celles dont les compétences en santé sont limitées et qui ont peu accès aux offres d'aide existantes. L'accès aux soins, tout comme l'aide à la réinsertion sociale, restent donc souvent limités pour celles et ceux qui en ont le plus besoin.



Un intérêt fluctuant de la part des médias et du monde politique

En-dehors des épisodes aigus où une problématique occupe l'avant-scène, la question des addictions sort vite du débat sociétal. Il faut que la société soit confrontée à des alcoolisations massives d'adolescent-e-s sur le domaine public pour que des mesures de prévention soient prises. Un deal de rue particulièrement agressif va pousser une ville à réfléchir sur sa façon d'aborder la question du cannabis. En dehors de ces coups de projecteurs, les problèmes sociétaux en lien avec les addictions passent sous le radar et rencontrent peu d'écho.

Un bouleversement majeur: le développement des nouvelles technologies

L'irruption dans notre quotidien d'outils permettant d'accéder à Internet en tout temps et en tout lieu suscite un certain nombre de craintes. Ces technologies peuvent être en elles-mêmes génératrices de comportements problématiques nouveaux, comme par exemple la difficulté à gérer son temps sur les réseaux sociaux. Elles peuvent servir de laboratoire à de nouvelles offres à caractère addictif comme par exemple les micro transactions au sein des jeux ou encore l'atténuation de la frontière entre jeux vidéo et jeux d'argent. Elles offrent enfin une formidable plateforme de développement et de promotion aux produits traditionnels.

_____ Les axes stratégiques pour réduire Les problèmes

A___ Agir sur les représentations et les normes sociales

La société doit être amenée à porter un regard lucide sur l'usage des substances et les comportements addictifs et y répondre adéquatement grâce aux savoirs scientifiques et non en fonction de représentations infondées. Les préjugés vis-à-vis des consommateurs et consommatrices, ainsi que des personnes souffrant d'une addiction doivent en outre être combattus.

B___ Protéger la jeunesse et les autres groupes vulnérables

L'entrée en consommation des jeunes doit être retardée autant que possible. Un environnement favorable à la santé doit être promu et la résilience et les facteurs de protection renforcés, en particulier chez les enfants et les jeunes. L'accent doit être mis sur les groupes les plus vulnérables afin de favoriser l'égalité des chances en matière de santé et face aux addictions.

C___ Prévenir les consommations problématiques et réduire les risques

Le développement de consommations et comportements problématiques doit être prévenu et les risques liés à la santé physique et psychique, ainsi qu'à la situation sociale des personnes et de leur entourage, réduits. Les situations problématiques doivent en outre être repérées de manière précoce et une intervention appropriée proposée.

D___ Aider les personnes concernées et leurs proches

Les personnes souffrant d'une addiction et leurs proches doivent bénéficier d'offres de traitement étoffées, efficaces, accessibles et répondant à leurs besoins. Ceci est valable aussi bien au niveau du conseil que du traitement ou du suivi postcure.

___ Notre contribution

Les champs d'action d'Addiction Suisse

I ___ Recherche scientifique : comprendre, mesurer et évaluer

Nous voulons mener des travaux de recherche pour comprendre les caractéristiques et la diffusion des usages de substances psychoactives et des comportements addictifs, ainsi que leurs origines et leurs conséquences. Cette compréhension permet de concevoir et de développer des mesures de prévention et d'aide efficaces basées sur les évidences scientifiques. Nous voulons aussi investiguer la manière dont les interventions et les politiques publiques sont mises en œuvre et évaluer si elles atteignent leurs objectifs pour ainsi contribuer à leur amélioration.

II ___ Prévention : intervenir au bon endroit, au bon moment, de la bonne façon

Nous voulons développer des mesures de prévention à la fois au niveau contextuel et individuel car les problèmes liés aux substances psychoactives et aux comportements addictifs trouvent leur fondement dans la conjonction de ces deux facteurs. Nous voulons tenir compte dans nos approches des différents contextes et phases de vie des personnes, de la petite enfance à la vieillesse, mais également des différents types de consommation ou comportements : non problématique ou récréatif, problématique et addictif. Nos interventions doivent s'appuyer sur les connaissances scientifiques et être évaluées quant à leur impact.

III ___ Information : diffuser les savoirs et bonnes pratiques de la bonne façon auprès de chaque public-cible

Nous voulons que tous les protagonistes - responsables politiques, milieux professionnels, journalistes, simples citoyen-ne-s - soient en mesure d'agir de manière informée et de prendre des décisions qui tiennent compte de l'état des savoirs scientifiques et des bonnes pratiques. Nous accordons pour cela un rôle clé à la diffusion des savoirs scientifiques qui permettent de transformer les idées et les représentations et d'agir ainsi de manière plus cohérente et efficace. A la pléthore de fausses informations, à la propagande de lobbies et à la publicité pour les produits et comportements, nous voulons opposer une information solide, compréhensible et accessible à chaque public spécifique.

IV ___ Advocacy : améliorer les politiques publiques

Nous voulons des politiques publiques basées sur les besoins de la population et les connaissances scientifiques, et non sur les principes moraux ou les intérêts d'une minorité. Elles doivent être affranchies de l'influence des lobbies de la production et de la vente de produits et services pouvant engendrer une addiction. Nous voulons garantir des ressources suffisantes pour la prévention et l'aide, notamment à-travers la taxation des produits qui permet également d'agir sur la demande. Nous voulons enfin des politiques publiques qui, tout en s'inscrivant dans un contexte libéral, veillent à la protection de la jeunesse en réduisant l'accessibilité et l'attractivité de l'offre.

Nos priorités 2022 - 2026

1__ Nous renforçons notre action dans l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques

- __ Implication active dans les débats entourant les projets de loi et les initiatives populaires et toutes les politiques publiques en général
- __ Suivi des développements des politiques publiques au niveau national et international
- __ Conduite de recherche sur le contexte, la mise en œuvre et l'impact des politiques publiques en Suisse
- __ Soutien aux administrations publiques dans la conception et la mise en place des plans d'actions et stratégies

2__ Nous développons avec et pour la jeunesse et les jeunes adultes des savoirs et des interventions efficaces dans le domaine de la prévention

- __ Étude des comportements des jeunes
- __ Compilation des connaissances existantes sur la faisabilité et l'efficacité des interventions qui les concernent
- __ Mise à disposition des outils adaptés pour acquérir ces connaissances
- __ Développement et promotion des interventions basées sur les évidences et des bonnes pratiques

3__ Nous suivons les évolutions sociétales, les analysons et mettons en lumière les enjeux qui y sont liés

- Investigation des nouvelles tendances dans le domaine des consommations et des comportements
- Mise à disposition des connaissances consolidées en Suisse et à l'étranger
- Veille sur ces sujets et mise à disposition des informations pour les décisionnaires, les milieux professionnels et le grand public

4__ Nous mettons à disposition du public et des professionnel-le-s les dernières connaissances et les bonnes pratiques

- Vulgarisation des connaissances scientifiques afin qu'elles soient accessibles au plus grand nombre
- Mise à disposition des informations sur les bonnes pratiques pour les professionnel-le-s
- Résumé annuel de l'état de la problématique des addictions en Suisse
- Réponses fondées aux nombreuses questions des journalistes et du public
- Expertise pour les décisionnaires et les professionnel-le-s

Notre positionnement

Ce que nous voulons être au sein des acteurs de notre domaine

En tant qu'ONG nationale à la pointe de la recherche et de la prévention, Addiction Suisse porte à l'attention du grand public et des milieux professionnels les dernières connaissances scientifiques et défend une approche des addictions cohérente, pragmatique et respectueuse de la dignité humaine.



Impressum

Éditrice : Addiction Suisse

Photos : Addiction Suisse | Adobe Stock | shutterstock

Lausanne, avril 2022



Addiction Suisse
Av. Louis-Ruchonnet 14
CH-1003 Lausanne

Tél. +41 21 321 29 11
CP 10-261-7
www.addictionsuisse.ch

